

Zeitschrift: Rapport annuel / Office central suisse du tourisme
Herausgeber: Office central suisse du tourisme
Band: 7 (1947)

Vorwort: Introduction
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Introduction

La détente politique que l'on escomptait dans le monde — et spécialement en Europe — ne s'est pas produite en 1947, seconde année de paix. Les trois conférences tenues à Moscou, Paris et Londres par les « Quatre Grands » et qui auraient dû permettre aux Ministres des Affaires étrangères de prendre des décisions vitales pour l'avenir de l'Europe, n'ont pas donné les résultats attendus. Deux blocs se sont constitués et le fossé qui sépare l'Ouest de l'Est est devenu une tragique réalité.

Le 14 février des traités de paix ont été signés à Paris avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande. A la fin du mois de novembre, les troupes alliées ont quitté le territoire italien. Le cas de l'Autriche n'a, par contre, pas pu être tranché et l'incertitude règne quant au sort politique et économique de l'Allemagne. Le 12 juillet, seize pays européens se sont rencontrés à Paris pour une conférence d'ordre strictement économique, convoquée par les Alliés de l'Ouest en vue de l'examen du Plan Marshall. La Suisse était représentée à cette conférence.

L'amélioration de la situation économique de l'Europe n'a fait que de légers progrès en 1947 et la situation politique elle-même a dressé maint obstacle à la reprise des échanges touristiques.

Dans chaque pays, grand ou petit, riche ou pauvre, on reconnaît, il est vrai, la valeur économique du tourisme et l'on fait valoir, à chaque occasion, son rôle d'agent de rapprochement entre les peuples, mais un fossé bien difficile à combler sépare la théorie de la pratique.

Il fut un temps — celui de l'âge d'or du tourisme — où ce dernier était considéré comme une affaire purement personnelle. Aujourd'hui, par contre, l'apport touristique est considéré comme un élément précieux de l'exportation invisible et joue un rôle toujours plus grand lors de la conclusion d'accords commerciaux. Chaque touriste étranger est un peu partout le bienvenu comme importateur de devises. Inversément, les Gouvernements observent la plus grande réserve lorsque leurs propres ressortissants désirent se rendre à

l'étranger. Si elle veut bien consentir à leur laisser franchir la frontière pour passer des vacances à l'étranger, l'autorité prescrit à ses nationaux le volume exact et strictement limité de leurs dépenses. En plus de la question financière, de nombreux obstacles doivent être franchis actuellement par le touriste qui a la prétention de passer ses vacances hors de chez lui: passeports, visas, formulaires innombrables, certificats médicaux, taxes exagérées, sans oublier les arguments qui doivent justifier sa demande auprès des autorités. Somme toute, ces voyages à l'étranger sont devenus un « article non-essentiel », et il n'est pas surprenant que la terminologie touristique se soit alourdie d'un vocable nouveau: la mise au ban des voyages d'agrément.

Comment l'attribution de devises pour les vacances en Suisse se pratique-t-elle dans les différents pays en 1947?

L'Irlande accorde 75 £ (env. 1300 frs. suisses) pour les voyages à l'étranger, ce qui la place à la tête des nations européennes. La Belgique et le Luxembourg octroient 800 frs. suisses par personne et par an, la Suède, qui pouvait encore compter en 1946 parmi les pays à large politique touristique, a ramené de 1500 à 500 couronnes le montant autorisé. La France autorise 50 frs. suisses par trimestre ou 150 frs. suisses par année en une seule attribution. L'Espagne, elle, dans l'octroi de francs suisses, majore le cours officiel d'une taxe à laquelle s'ajoute encore en Suisse une « prime de paiement » de 30 %. Le Danemark et la Tchécoslovaquie observent la plus grande réserve dans l'octroi des devises pour les vacances à l'étranger. Il en est de même pour la Grande-Bretagne, la Hollande, la Norvège, le Portugal, l'Italie, les pays de l'est et les Balkans. Seule, l'Union Sud-Africaine met un montant suffisant de devises à disposition de ses ressortissants. La plupart des Etats de l'Amérique du Sud font dépendre la distribution de francs suisses du contingent disponible. L'Australie a adopté la même politique monétaire. L'Egypte refuse les devises pour voyages à destination de pays à monnaie stable. Le Canada accorde 150 dollars USA. Les Etats-Unis, l'Union Sud-Africaine et la Suisse sont aujourd'hui les seules nations qui laissent au choix de leurs ressortissants des fonds illimités et qui, de ce fait, respectent une complète liberté d'action en matière touristique.

En Suisse, les progrès accomplis dans le ravitaillement de la population se sont accentués. Au mois de juin, le rationnement des carburants liquides et solides, a pu être aboli, en septembre il en a été de même pour la viande, et en novembre, pour les coupons de repas. Les cartes d'alimentation ne concernent plus que le pain, le lait, les produits laitiers et les graisses. La période de forte activité économique se maintient, encore qu'un certain ralentissement se soit manifesté dans divers secteurs. De toute façon, on constate avec satisfaction que la conjoncture a été favorable à l'industrie, au commerce, à l'artisanat et à l'agriculture, ce qui a eu des répercussions sur le mouvement touristique interne, maintenu à peu près au niveau de l'année précédente.

Il est assez inquiétant, par contre, d'enregistrer une hausse constante du coût de la vie, qui présente certains signes d'inflation et qui dépasse de 62,5 % les chiffres de 1939 alors qu'en 1946 l'augmentation était de 54,4 %. En outre les charges fiscales sont très élevées tant pour le revenu que pour le capital. Sans aucun doute, cette situation se fera sentir par une réserve dans les dépenses pour le tourisme d'agrément et le tourisme curatif, et cela dans un avenir prochain, c'est-à-dire au moment où les chances de gain ne seront plus aussi favorables qu'elles ne le sont actuellement.

Au cours de cette même année 1947, le problème si ardu des visas a enfin évolué vers une solution satisfaisante. Le visa pour voyages d'agrément a été aboli, sur base réciproque, entre la Suisse et la Belgique, le Danemark, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Eire, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. Par une concession unilatérale, les citoyens des Etats de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du Sud n'ont plus besoin de visa à destination de la Suisse. Par contre, cet obstacle subsiste encore pour la plupart des pays voisins du nôtre et ce sont eux précisément, qui nous envoyaient le plus de touristes avant la guerre.